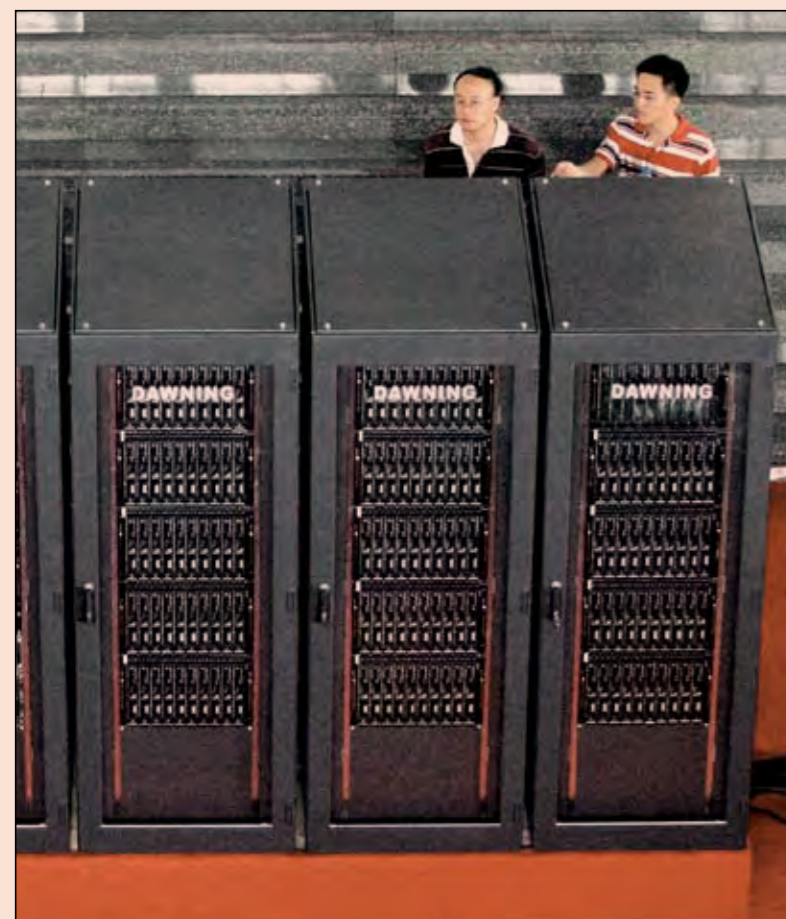


Green business

## Informatique verte

L'économie numérique fait d'une pierre deux coups.



L'informatique représente aujourd'hui 2 % des émissions de carbone dans le monde, environ autant que le transport aérien.

Qu'est-ce qu'un ordinateur durable ? La question n'a été formulée que récemment. Elle se fait plus précise au fur et à mesure que l'on découvre les chiffres de l'impact des technologies numériques sur l'environnement. L'informatique représente aujourd'hui 2 % des émissions de carbone dans le monde, environ autant que le transport aérien. Encore ne s'agit-il que d'émissions directes. Il faudrait y ajouter tous les effets indirects générés par les matériels et logiciels, à travers les fonc-

tionnements économiques plus ou moins sobres qu'ils encouragent ou pas, de la gestion des stocks à l'optimisation des déplacements des sala-

*"Notre industrie représente 2 % des émissions de CO2 mais notre savoir-faire peut fournir des solutions à ceux qui génèrent les 98 % restants"*

riés. L'informatique est devenue, comme un service public, une matière première sans laquelle les économies modernes ne peuvent fonction-

ner. Un peu comme les banques qui irriguent l'économie de leurs financements. Les acteurs du secteur ont pour l'instant du mal à assumer cette responsabilité. Des initiatives comme l'ordinateur à 100 dollars qui devait inonder les pays pauvres pour répandre la bonne parole numérique n'ont pas encore abouti pour l'instant. Recentré sur les services aux entreprises, avec une production qui se limite désormais à quelques segments comme les processeurs, IBM est cependant à l'origine du programme Eco-Patents Commons, qui consiste à mettre dans un pot commun des brevets liés au développement durable, dont les autres participants au programme peuvent librement se servir.

### Economiser sur leur propre consommation d'énergie

A court terme, constructeurs et sociétés de services se concentrent sur les économies d'énergie, chez eux, chez leurs clients. Après le lancement du projet de réduction des consommations baptisé Big Green d'IBM, Cisco a annoncé vouloir diminuer ses émissions de gaz à effet de serre de 25 % d'ici à quatre ans. Même démarche chez HP : le constructeur entend baisser sa consommation d'énergie globale de 25 %

d'ici à 2010 par rapport au niveau de 2005. De leur côté, les entreprises se laissent d'autant mieux convaincre de suivre les conseils de leurs four-

nisseurs que les enjeux financiers à la clé sont colossaux. "En dix ans le nombre de serveurs a été multiplié par 10 et celui des unités de stockage par 69", explique Nicolas Sekkaki, directeur général IBM Global Technology Services. L'intention d'IBM est de proposer des solutions vertes fon-

*"L'informatique est devenue comme un service public : une matière première sans laquelle les économies modernes ne peuvent pas fonctionner"*

dées sur la sobriété, qui puissent donc traiter en même temps le problème de la flambée des coûts. "Pour toutes ces raisons, nous sommes très confiants sur une forte montée en puissance du business vert", ajoute ce responsable. Priorité absolue : les salles informatiques et leurs milliers de processeurs. L'augmentation de la consommation électrique mondiale des centres de données entre 2005 et 2010 devrait nécessiter une capacité supplémentaire de plus de 10 centrales électriques de 1 000 mégawatts chacune. "Les data-centers représentent 2% de la consommation électrique mondiale. Or 3% seulement de l'électricité qui alimentent ces "data-centers" sont convertis en puissance informatique, le reste est gaspillé par le bâtiment lui-même et les serveurs", note Nicolas Sekkaki. Dans ce domaine, l'innovation passe parfois par le bon sens. "Nous proposons désormais des solutions de refroidissement différenciées, selon que l'on se trouve en Suède, au Maroc ou ailleurs." De même, Tele Greenland, fournisseur de télécommunications du territoire autonome rattaché au Danemark, propose des solutions

aux géants comme Microsoft ou Google qui dépensent des sommes gigantesques pour assurer la ventilation de leurs immenses parcs de serveurs informatiques. La promesse est de réduire leur facture d'électricité de moitié s'ils installent leurs machines dans le grand réfri-

gérateur naturel qu'est le Groenland. De son côté, Google a déposé un brevet sur un système de centres de données "offshore", sortes de fermes numériques utilisant l'eau de mer pour le refroidissement et la houille pour l'énergie.

### Aider les autres secteurs à faire de même

Le secteur numérique est évidemment aussi très bien placé pour proposer aux entreprises ou aux collectivités des solutions pour faire face à leurs propres problèmes de gestion de l'environnement. IBM propose, par exemple, un système de régulation de la circulation automobile à Stockholm qui aurait réduit de 40 % les émissions de CO2, travaille sur le bilan carbone des produits alimentaires ou sur des compteurs intelligents capables d'optimiser la consommation d'électricité. "Notre industrie représente 2 % des émissions de CO2 mais notre savoir-faire peut fournir des solutions à ceux qui génèrent les 98 % restants pour réduire leurs propres émissions."

jacques.secondi@nouveleconomiste.fr

Services

## Développement durable à la carte

Un nouveau secteur d'activité propose la panoplie des actions possibles pour réduire son empreinte écologique.

Un site industriel à réhabiliter, des émissions de gaz carbonique à compenser : les moyens de se projeter dans le développement durable peuvent mettre en oeuvre des savoir-faire très spécifiques. Un nouveau secteur d'activité se propose de répondre à cette demande. D'abord dans le domaine du réchauffement climatique, très médiatique et qui fait l'objet de mesures contraignantes. En Europe, l'air public s'est déjà transformé en actif échangeable sur les marchés à travers les quotas d'émission de gaz à effet de serre affectés à l'industrie. Aux Etats-Unis, l'élection de Barack Obama devrait accélérer la mise en œuvre d'un système similaire.

### Lutte prioritaire contre le réchauffement climatique

La carte climat est donc naturellement la première proposition que mettent en avant les nouveaux prestataires de service. En France, l'essor du secteur est favorisé par

*"Malgré les efforts des Nations unies pour policer le secteur, l'offre pléthorique dissimule des propositions plus ou moins sérieuses"*

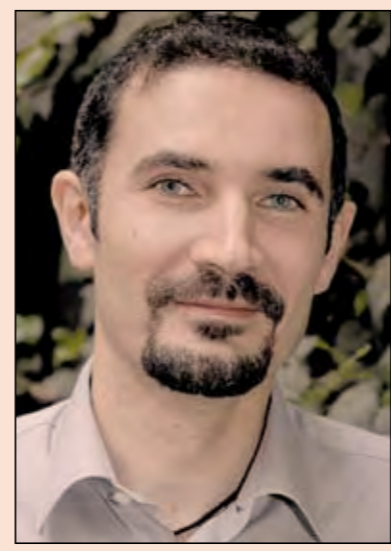
l'appui de l'Ademe qui subventionne 50 % des bilans carbone. Les plus ambitieux proposent, en plus de cette prestation, une gamme de solutions pour compenser les émissions de gaz carbonique. L'idée est d'équilibrer les tonnes de Co2 produites d'un côté

par une participation à un projet neutre en CO2, ou même capable d'en séquestrer, de l'autre : captage du méthane produit par le bétail au Brésil, projet de reboisement au Burkina Faso, centrale électrique au fil de l'eau (sans barrage) en Inde, comme le propose la société EcoAct. Le secteur se compose aujourd'hui d'associations et d'entreprises, de taille encore réduites en France, plus importante en Allemagne ou en Grande-Bretagne. Carbone Neutral, First Climate ou Eco Securities sont des entités de plus de 100 personnes. Dans l'Hexagone, EcoAct et son concurrent climat

Climat Mundi restent des entreprises de création récente et de moins de 20 salariés.

### Dimension solidaire

La confiance est essentielle dans ce domaine car malgré les efforts des Nations unies pour policer le secteur avec sa convention cadre, l'offre pléthorique de projets dissimule des propositions plus ou moins sérieuses. ClimaMundi insiste sur l'aspect certification. EcoAct tente de son côté de se distinguer en mettant en avant une dimension solidaire. "Nous nous positionnons sur des programmes de compensation carbone bien sûr, mais qui apportent en plus une réponse à une problématique économique et sociale locale", commente Thierry Fornas, président d'EcoAct. Comme au Niger où la société développe son propre projet d'infrastructures de conservation par le froid. Le manque de ce type d'équipement est à l'origine de pertes de récoltes considérables pour les agriculteurs locaux. EcoAct projette de construire 100 entrepôts de stockage frigorifique à partir



Thierry Fornas, président de Ecoact : "Nous nous positionnons sur des programmes de compensation carbone bien sûr, mais qui apportent en plus une réponse à une problématique économique et sociale locale."

d'une technologie propre, laissant espérer la séquestration de 1 500 tonnes de CO2 par an et par grenier. "Renforcez votre engagement responsable et bénéficiez des retombées d'images", promet la société à ses clients.

jacques.secondi@nouveleconomiste.fr

**GDE**

BP5 - 14540 Rocquancourt  
Tél. : +33 (0)2 31 27 16 16  
Fax : +33 (0)2 31 79 95 67

[www.gderecyclage.com](http://www.gderecyclage.com)

LA RENAISSANCE DE LA MATIÈRE

## La renaissance de la matière

Fondée par la famille DAUPHIN, il y a plus d'un siècle, GDE est aujourd'hui l'un des leaders du recyclage implanté sur la France entière sur plus de 50 sites géographiques et compte plus de 1 000 salariés.

Filiale du groupe international ECORE implanté en Hongrie, Roumanie et Turquie, le groupe GDE met un point d'honneur à établir des relations de confiance avec ses partenaires. L'écoute et l'information en sont les maîtres mots.

### Le traitement des véhicules hors d'usage (VHU), le platinage et le traitement des batteries :

Le recyclage des ferrailles est à la base du développement du groupe GDE. Le groupe s'est doté de broyeurs très haute capacité, parmi les plus puissants d'Europe qui sont capables de traiter jusqu'à 250 voitures/heure. L'usine de flottation du groupe GDE, le complément idéal aux broyeurs, traite 8 000 tonnes brutes de broyeur par mois.

L'unité de recyclage des batteries a été modernisée et traite actuellement plus de 3 000 tonnes de batteries par mois. Ainsi, 90% des batteries sont totalement recyclées.

Présent partout en France



N° magique Azur 32 40 rappelez "GDE" PRD APPEL LOCAL